

2. Etude de la famille :

- des éléments d'identification du ou des candidats adoptants;
- des renseignements sur l'état de santé du ou des candidats adoptants et des membres de famille éventuels;
- la preuve qu'il(s) dispose(nt) des qualités morales, sociales et pédagogiques nécessaires pour répondre aux besoins des enfants à placer et à adopter en général et d'un enfant déterminé en particulier.

En outre, cette étude comporte les informations suivantes :

- la motivation pour laquelle un enfant est accueilli et adopté et les démarches qui ont été faites pour aboutir à cette décision;
- des éléments démontrant que le ou les candidats adoptants ont été informés à fond sur les conséquences de cette décision;
- une déclaration affirmant qu'il est disposé à répondre d'un enfant déterminé qui lui est attribué;
- une déclaration qu'il dispose des moyens financiers nécessaires pour éduquer un enfant;
- une déclaration affirmant en cas d'adoption impliquant une personne de nationalité étrangère, qu'il est disposé à accepter les aspects interraciaux et interculturels de cette adoption.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 31 janvier 1990 portant exécution du décret du 3 mai 1989 portant agrément de services d'adoption.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille,

J. LENSSENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — ~~FRANSE~~ GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 515

5 FEVRIER 1990

Décret relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle l'intervention de la Communauté française en matière d'investissements immobiliers dans l'enseignement non universitaire qu'elle organise ou subventionne.

Art. 2. Seuls entrent en ligne de compte pour l'intervention de la Communauté française :

1. Les établissements scolaires, les internats et les centres psycho-médico-sociaux :

a) qui répondent aux critères d'un plan de rationalisation et de programmation fixant les conditions, d'une part, pour la survie ou le subventionnement des centres, établissements, sections ou autres subdivisions existants et, d'autre part, pour la création ou l'admission aux subventions de nouveaux centres, établissements, sections ou autres subdivisions;

b) pour lesquels est prouvé le besoin en nouvelles constructions ou extensions en raison de la non-disponibilité dans une aire géographique déterminée, des bâtiments ou d'infrastructures existants créés en tout ou en partie à charge de la Communauté.

2. Les travaux qui répondent aux normes physiques et financières fixées.

Le plan, les conditions dans lesquelles le besoin en nouvelles constructions ou extensions peut être démontré et les normes sont fixés par arrêtés de l'Exécutif.

Art. 3. L'autorité compétente fait annuellement rapport au Conseil de la Communauté française, avant le 31 mars, sur l'utilisation en cours de l'exercice écoulé, des crédits affectés aux bâtiments scolaires.

CHAPITRE II. — Des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté

Art. 4. L'Exécutif prend les décisions relatives aux bâtiments scolaires de la Communauté en ce compris les délégations de pouvoir éventuelles.

Art. 5. § 1^{er}. Les opérations budgétaires relatives aux bâtiments scolaires de la Communauté font l'objet d'inscriptions dans un fonds budgétaire inscrit à la section particulière du budget du ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, ci-après dénommé le fonds budgétaire.

§ 2. Le fonds budgétaire est géré et les dépenses effectuées par l'Exécutif.

§ 3. Les sommes alimentant le fonds budgétaire sont mises à la disposition de l'Exécutif sur un compte ouvert auprès de l'institution désignée à cet effet par celui-ci.

Le solde non utilisé sur ce compte au cours d'un exercice reste sur le compte avec la même destination.

§ 4. Le fonds budgétaire est alimenté par les ressources suivantes :

1. Le reliquat des crédits mis à la disposition du Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat et du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat pour les parties relevant de la compétence de la Communauté française.

2. Le produit de l'aliénation ou du transfert des biens gérés au moyen du fonds ainsi que toutes recettes généralement quelconques en relation avec les bâtiments scolaires de la Communauté ou avec les services qui en assurent la gestion.

3. Le remboursement des rémunérations des agents détachés, en mission ou mis à la disposition d'autres administrations des services de l'Exécutif et autres services publics et normalement affectés à la gestion des bâtiments scolaires de la Communauté.

4. Pour les années 1990 à 1994, une dotation annuelle de 1 575 millions à charge du budget du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

§ 5. Les ressources servent à assurer :

a) l'hébergement des établissements, internats et centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française.

En vue d'assurer cet hébergement des établissements, internats et centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et en vue d'y exécuter des travaux, l'Exécutif peut au moyen des crédits du fonds budgétaire :

1° acquérir, aliéner, louer, construire, aménager, rénover, agrandir et entretenir les bâtiments et terrains nécessaires; assurer le premier équipement et l'entretien du propriétaire des Bâtiments scolaires;

2° acquérir ou louer les matériels nécessaires;

3° confier certaines tâches à des services ou à des personnes physiques ou morales étrangères à la Communauté;

b) le paiement des rémunérations des agents affectés au service gérant des bâtiments scolaires de la Communauté;

c) les frais de fonctionnement et de gestion des services susvisés.

§ 6. Sans préjudice de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les obligations souscrites à la charge du Fonds des Constructions scolaires et parascolaires de l'Etat et du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat, sont supportées par la Communauté française dans la mesure où elles relèvent de sa compétence.

Ces obligations sont à charge du fonds budgétaire créé par le présent décret.

Art. 6. Un arrêté délibéré en Exécutif détermine les modalités générales de transfert et d'incorporation du personnel du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat dans les services de l'Exécutif. A cet effet, celui-ci prend les mesures nécessaires en vue de rendre compatible leur statut avec celui des agents des services de l'Exécutif.

CHAPITRE III. — Des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné

Art. 7. § 1^{er}. Auprès du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation est créé un Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné.

§ 2. La structure interne du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné est identique à celle du Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux créé par la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation relative à l'enseignement.

Art. 8. § 1^{er}. Le Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné a pour objet de subventionner à concurrence de 60 p.c. l'achat et la construction, les travaux de modernisation, d'agrandissement et d'aménagement, ainsi que le premier équipement de bâtiments destinés aux établissements scolaires, centres psycho-médico-sociaux ou internats officiels subventionnés.

Le montant subventionnable peut être fixé forfaitairement selon des règles établies par arrêté de l'Exécutif.

§ 2. Le Fonds est géré par l'Exécutif.

Celui-ci décide de l'opportunité des subventions et est chargé de leur liquidation et de leur ordonnancement.

Il peut déléguer certaines de ses compétences à un de ses membres ou aux membres du personnel du fonds.

Une comptabilité des engagements des décisions de dépenses est tenue au sein du Fonds par un agent désigné par l'Exécutif.

§ 3. Le Fonds dispose des ressources suivantes :

a) le reliquat des crédits mis à la disposition du Fonds des Constructions scolaires provinciales et communales et du Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux pour ce qui concerne les compétences de la Communauté française;

b) pour les années 1990 à 1994, une dotation annuelle de 550 millions à charge du budget du ministre de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

c) le remboursement des rémunérations des agents du Fonds détachés, en mission ou mis à la disposition d'autres administrations des services de l'Exécutif et autres services publics;

d) des recettes de toute nature en relation avec l'activité du Fonds.

§ 4. Les ressources visées au § 3 sont mises à la disposition de l'Exécutif sur un compte ouvert auprès de l'institution désignée à cet effet par celui-ci.

Le solde non utilisé de ces différentes ressources au cours d'un exercice demeure à ce compte avec la même destination.

§ 5. Dans la mesure requise pour l'accomplissement de sa mission, l'Exécutif peut, à charge du budget du Fonds :

1° acquérir, aliéner ou louer des immeubles ou du matériel; construire, aménager, entretenir et gérer des bâtiments;

2° recruter le personnel nécessaire dans les limites du cadre et conformément aux règles statutaires.

Ce cadre et ces règles sont fixés par l'Exécutif;

3° confier certaines tâches à des services étrangers au Fonds ou à des personnes physiques ou morales n'appartenant pas au Fonds.

§ 6. Sans préjudice de ce qui est prévu par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les obligations souscrites à charge du Fonds des Constructions scolaires provinciales et communales et du Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux sont supportées par le Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné créé par le présent décret.

Art. 9. Le personnel en provenance du Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux qui a été transféré à la Communauté est affecté dans les mêmes grades et les mêmes fonctions et avec son statut actuel dans le cadre du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné.

CHAPITRE IV. — Des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné libre et officiel

Art. 10. § 1^{er}. Auprès du Ministère de l'Education, de la Recherche scientifique et de la Formation est créé un Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires. Il jouit de la personnalité civile et fonctionne sous la garantie de la Communauté française.

§ 2. Son siège est établi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Il est soumis aux règles fixées par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, concernant les établissements visés à l'article 1^{er}, littéra B ainsi qu'aux règles qui sont applicables aux organismes d'intérêt public dépendant de la Communauté française.

Art. 11. § 1^{er}. Le Fonds de garantie a pour objet :

a) de garantir le remboursement en capital, intérêts et accessoires des prêts contractés en vue du financement de l'achat, de la construction, des travaux d'aménagement, de modernisation et d'agrandissement, ainsi que le premier équipement de bâtiments destinés aux établissements scolaires, centres psycho-médico-sociaux ou internats subventionnés;

b) d'accorder pour les mêmes prêts une subvention en intérêt égale à la différence entre 1,25 p.c. et le taux d'intérêt à payer pour ces emprunts, sans que ce taux puisse dépasser le taux normal du marché des capitaux tel qu'il est appliqué par les organismes de crédit public pour des opérations similaires. La subvention est payée directement à l'organisme financier.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, b, l'Exécutif de la Communauté française peut annuellement et au plus tard le 15 septembre pour l'enseignement secondaire ordinaire et l'enseignement supérieur :

a) soit élever la limite de 1,25 p.c. fixée au § 1^{er}, b;

b) soit fixer la part de l'intérêt pratiqué qui sera à charge du pouvoir organisateur, sans qu'il puisse en résulter que celle-ci dépasse un quart du taux d'intérêt normal du marché des capitaux.

L'application du a ou b ne peut avoir comme conséquence que l'intérêt à charge du pouvoir organisateur soit inférieur à 1,25 p.c.

§ 3. Les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement subventionnés officiels qui obtiennent la subvention du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné peuvent bénéficier des avantages précisés au § 1^{er} pour la partie de la dépense subventionnable non couverte par la subvention.

Au cas où la dépense réelle est inférieure à la dépense subventionnable, ces avantages ne sont accordés que pour la différence entre la dépense réelle et la subvention.

§ 4. Le montant maximum des emprunts qui peuvent être garantis pour le réseau libre s'élève à 1 180 millions en 1990 et 1 000 millions pour chacune des années 1991, 1992, 1993 et 1994; pour le réseau provincial et communal il s'élève à 320 millions pour chacune des années 1990, 1991, 1992, 1993 et 1994.

Si dans le courant d'une année budgétaire, ces montants maxima ne sont pas atteints, les différences sont reportées aux années suivantes pour chaque réseau d'enseignement concerné.

§ 5. Les emprunts doivent être conclus par le pouvoir organisateur, auprès d'un des organismes financiers agréés à cette fin par l'Exécutif.

§ 6. Un pouvoir organisateur ne peut faire appel au Fonds de garantie que pour un bien immobilier dont il est propriétaire ou sur lequel il a un droit réel lui garantissant la jouissance du bien pendant trente ans au moins, et pour autant que soit stipulé qu'à l'expiration de ce droit réel qui doit excéder d'au moins dix ans la durée du prêt, la valeur actuelle des bâtiments construits ou la plus-value résultant des travaux effectués aux bâtiments sera remboursée au détenteur du droit réel qui jusqu'au remboursement aura le droit de rétention. Ce droit réel ne pourra être aliéné ni grevé de droits réels qu'avec l'accord du conseil d'administration du Fonds de garantie.

§ 7. Les prêts sont remboursables par annuités constantes à partir de l'expiration de la première année et leur durée ne peut dépasser quarante ans.

§ 8. Si la garantie de la Communauté doit jouer, celle-ci peut se faire rembourser sur un article créé à la section particulière du budget Education, Recherche et Formation en ayant recours aux opérations suivantes dans l'ordre où elles sont indiquées :

a) prélèvement sur les subventions de fonctionnement dues à l'établissement scolaire qui occupe l'immeuble;

b) prélèvement sur les subventions de fonctionnement dues aux autres établissements scolaires relevant du même pouvoir organisateur;

c) recouvrement par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines sur le patrimoine du pouvoir organisateur.

Art. 12. § 1^{er}. Le Fonds de garantie est administré par un conseil d'administration composé de dix-huit membres nommés par l'Exécutif de la Communauté française pour un mandat de six ans renouvelable :

a) quatre membres représentant les membres de l'Exécutif compétents en matière d'enseignement;

deux membres représentant les membres de l'Exécutif compétents en matière de finances et de budget;

b) six membres représentant l'enseignement libre subventionné;

c) six membres représentant l'enseignement officiel subventionné.

§ 2. Le conseil d'administration choisit en son sein un président et un vice-président.

§ 3. Il est constitué au sein du conseil d'administration un comité permanent composé du président, du vice-président et de quatre membres choisis de façon telle que chacun des groupes a, b et c visés au § 1^{er} y soit représenté.

§ 4. Le secrétariat du conseil d'administration et du comité permanent est assuré par le fonctionnaire qui assume la direction du Fonds de garantie.

§ 5. Le conseil d'administration a tous les pouvoirs d'administration et de disposition pour réaliser l'objet du Fonds de garantie.

Il peut notamment conclure des contrats et ester en justice tant au demandant qu'au défendant.

Il décide de toutes les opérations, en fixe les conditions conformément aux normes établies par arrêté de l'Exécutif et arrête le règlement d'ordre intérieur.

Ce règlement fixe notamment :

a) les actes qui doivent porter le contre-seing du président, du vice-président ou d'un membre du conseil d'administration ou bien d'une autre personne déléguée par le conseil;

b) les limites et la forme dans lesquelles le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses attributions à son comité permanent, au fonctionnaire dirigeant ou à d'autres membres du personnel;

c) le mode selon lequel il exerce ses attributions.

Ce règlement est soumis à l'approbation de l'Exécutif de la Communauté française.

§ 6. L'Exécutif détermine le montant des indemnités qui pourront être allouées aux membres du conseil d'administration et du comité permanent.

Il fixe le montant des indemnités pour frais de parcours et de séjour.

§ 7. Le fonctionnaire dirigeant du Fonds de garantie qui aura le grade d'inspecteur général est nommé par l'Exécutif de la Communauté française sur proposition du conseil d'administration dont il est chargé d'exécuter les décisions.

Le personnel du Fonds national de garantie transféré à la Communauté par arrêté royal du 31 juillet 1989 est transféré dans les mêmes grades et fonctions et avec son statut actuel au fonds communautaire créé par le présent décret à l'exception du titulaire du grade de directeur général qui est transféré dans ses grade et fonction au ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation. Les anciennetés administrative et pécuniaire de l'intéressé acquises au Fonds national de garantie sont considérées comme ayant été acquises au sein des services de l'Exécutif.

§ 8. Le fonctionnaire dirigeant représente le Fonds de garantie dans les actes publics et sous seing privé. Les actions judiciaires sont intentées et défendues à sa poursuite et diligence. Il peut, avec l'accord du conseil d'administration, déléguer ses pouvoirs en vue d'actes déterminés.

§ 9. Le contrôle prévu à l'article 9 de la loi du 18 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public est exercé par deux commissaires nommés par l'Exécutif, l'un sur présentation du ou des membre(s) de l'Exécutif compétent(s) en matière d'enseignement, l'autre sur présentation du ou des membre(s) de l'Exécutif compétent(s) en matière de finances et de budget.

Art. 13. § 1^{er}. Les recettes du Fonds de garantie comprennent :

a) le reliquat des crédits mis à la disposition du Fonds national de garantie des bâtiments scolaires pour ce qui concerne les compétences de la Communauté française;

b) les crédits inscrits chaque année au budget du ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

c) les donations et legs;

d) le produit de l'aliénation ou du transfert d'immeubles acquis avec les recettes mentionnées ci-dessus, ainsi que toute recette généralement quelconque provenant de ces immeubles.

§ 2. Les ressources visées au § 1^{er} sont mises à la disposition du Fonds communautaire de garantie sur un compte ouvert auprès de l'institution désignée à cet effet par l'Exécutif; le solde non utilisé de ces différentes ressources au cours d'un exercice demeure à ce compte avec la même destination.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 14. Aussi longtemps que l'Exécutif n'a pas pris d'autres dispositions, les arrêtés royaux et ministériels relatifs aux bâtiments scolaires pris en vertu de la loi du 29 mai 1959, restent d'application dans le cadre du présent décret.

Art. 15. Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par la loi du 11 juillet 1973, le chapitre II — Constructions scolaires — comprenant les articles 13 à 22 *ter*, modifié par les lois du 11 juillet 1973 et du 4 août 1989, par l'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1988 et de l'arrêté royal n° 459 du 10 septembre 1988 et par la loi du 1^{er} août 1988, est abrogé.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 février 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 515

5 FEBRUARI 1990

Decreet betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs
georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt de tussenkomst van de Franse Gemeenschap inzake investeringen in onroerend goed in het niet-universitair onderwijs dat zij organiseert of subsidieert.

Art. 2. Komen slechts in aanmerking voor de tussenkomst van de Franse Gemeenschap :

1. de onderwijsinrichtingen, de internaten en de psycho-medisch-sociale centra :

a) die beantwoorden aan de criteria van een rationalisatie- en programmatieplan dat de voorwaarden vastlegt, enerzijds, voor het voortbestaan of de betoelaging van de bestaande centra, instellingen, afdelingen, of andere onderverdelingen en, anderzijds, voor de oprichting of opname in de toelageregeling van nieuwe centra, instellingen, afdelingen of andere onderverdelingen;

b) waarvoor de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding is aangetoond wegens het niet beschikbaar zijn binnen een bepaald geografisch gebied van bestaande gebouwen of infrastructuur die geheel of gedeeltelijk zijn opgericht ten laste van de Gemeenschap.

2. de werken die beantwoorden aan de vastgestelde fysische en financiële normen.

Het plan, de voorwaarden waaronder de behoefte aan nieuwbouw of uitbreidingen kan aangetoond worden en de normen worden vastgelegd bij besluiten van de Executieve.

Art. 3. De bevoegde overheid brengt jaarlijks, vóór 31 maart, verslag uit voor de Raad van de Franse Gemeenschap over de aanwending, tijdens het afgelopen dienstjaar, van de kredieten toegekend aan de schoolgebouwen.

HOOFDSTUK II. — *Schoolgebouwen van het onderwijs van de Gemeenschap*

Art. 4. De Executieve neemt alle beslissingen betreffende de schoolgebouwen van de Gemeenschap, met inbegrip van de eventuele machtigingen.

Art. 5. § 1. De begrotingsverrichtingen betreffende de schoolgebouwen van de Gemeenschap worden ingeschreven op een op de bijzondere sectie van de begroting van het Minister van Opvoeding, Onderzoek en Vorming ingeschreven begrotingsfonds, hierna genoemd het begrotingsfonds.

§ 2. Het begrotingsfonds wordt beheerd en de uitgaven worden gedaan door de Executieve.

§ 3. De sommen waarmee het begrotingsfonds wordt gespijsd, worden ter beschikking gesteld van de Executieve op een rekening geopend bij de instelling die daartoe door haar wordt aangeduid.

Het op deze rekening in de loop van een dienstjaar niet aangewende saldo blijft op de rekening staan met dezelfde bestemming.

§ 4. Het begrotingsfonds wordt door de volgende inkomsten gespijsd :

1. het overschot van de kredieten ter beschikking gesteld van het Fonds voor Schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en van het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen, voor de gedeelten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen.

2. de opbrengt van de vervreemding of van de overdracht van de goederen beheerd door middel van het fonds, alsook alle ontvangsten van welke aard ook in verband met de schoolgebouwen van de Gemeenschap of met de diensten die het beheer ervan verzekeren.

3. de terugbetaling van de bezoldigingen van de gedetacheerde personeelsleden, van de personeelsleden in opdracht of van de personeelsleden ter beschikking gesteld van andere administraties van de diensten van de Executieve en andere openbare diensten en die normaal verbonden zijn aan het beheer van de schoolgebouwen van de Gemeenschap.

4. voor de jaren 1990 tot 1994, een jaarlijkse dotatie van 1 575 miljoen ten laste van de begroting van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

§ 5. De inkomsten dienen om te verzekeren :

a) de behuizing van de instellingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap.

Om de behuizing van de instellingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap te verzekeren en om er werken uit te voeren kan de Executieve met behulp van de kredieten van het begrotingsfonds :

1° de nodige gebouwen en terreinen verwerven, vervreemden, huren, bouwen, geschikt maken, renoveren, uitbreiden en onderhouden; de eerste uitrusting en het onderhoud van de eigenaar van de Schoolgebouwen verzekeren;

2° het nodige materieel verwerven of huren;

3° bepaalde taken toevertrouwen aan diensten of natuurlijke of rechtspersonen vreemd aan de Gemeenschap;

b) de betaling van de bezoldigingen van de personeelsleden die verbonden zijn aan de dienst die de schoolgebouwen van de Gemeenschap beheert;

c) de werkings- en beheerskosten van de voormelde diensten.

§ 6. Onverminderd de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten worden verbintenissen, aangegaan ten laste van het Fonds voor Schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en van het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen, gedragen door de Franse Gemeenschap in de mate dat zij onder haar bevoegdheid vallen.

Deze verbintenissen zijn ten laste van het begrotingsfonds dat bij dit decreet wordt opgericht.

Art. 6. Een besluit waarover de Executieve beraadslaagd heeft, bepaalt de algemene modaliteiten van de overdracht en de opnemings van het personeel van het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen in de diensten van de Executieve. Hiertoe neemt deze de nodige maatregelen met het oog op het verenigbaar maken van hun statuut met dat van de personeelsleden van de diensten van de Executieve.

HOOFDSTUK III. — *Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs*

Art. 7. § 1. Bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming wordt een Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs opgericht.

§ 2. De interne structuur van het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs is gelijk aan deze van het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen, opgericht bij de wet van 11 juli 1973 tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving betreffende het onderwijs.

Art. 8. § 1. Het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs heeft als opdracht de aankoop en de bouw, de moderniserings-, uitbreidings- en geschiktmakingswerken, alsook de eerste uitrusting van de gebouwen bestemd voor de gesubsidieerde officiële onderwijsinstellingen, psycho-medisch-sociale centra of internaten te subsidiëren ten belope van 60 %.

Het subsidieerbaar bedrag mag forfaitair worden vastgesteld overeenkomstig de bij besluit van de Executieve bepaalde regels.

§ 2. Het Fonds wordt beheerd door de Executieve.

Deze beslist over de gepastheid van de toelagen en wordt belast met de liquidatie en ordonnanciering ervan.

Zij kan sommige van haar bevoegdheden overdragen aan één van haar leden of aan de personeelsleden van het Fonds.

Een boekhouding van de aangegane beslissingen tot uitgaven wordt binnen het Fonds bijgehouden door een door de Executieve aangeduid personeelslid.

§ 3. Het Fonds beschikt over de volgende inkomsten :

- a) het overschot van de kredieten ter beschikking gesteld van het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Scholenbouw en van het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen wat de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap betreft;
- b) voor de jaren 1990 tot 1994, een jaarlijkse dotatie van 550 miljoen ten laste van de begroting van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;
- c) de terugbetaling van de bezoldigingen van de gedetacheerde personeelsleden van het Fonds, van de personeelsleden in opdracht of van de personeelsleden ter beschikking gesteld van andere administraties van de diensten van de Executieve en andere openbare diensten;
- d) ontvangsten van allerlei aard in verband met de activiteit van het Fonds.

§ 4. De onder § 3 bedoelde inkomsten worden ter beschikking gesteld van de Executieve op een rekening geopend bij de instelling die daartoe door haar wordt aangeduid.

Het tijdens een dienstjaar niet aangewende saldo van deze verschillende inkomsten blijft op deze rekening staan met dezelfde bestemming.

§ 5. In zoverre dit vereist is voor het vervullen van haar opdracht kan de Executieve, ten laste van de begroting van het Fonds :

- 1° onroerende goederen of materieel verwerven, vervreemden of huren; gebouwen oprichten, geschikt maken, onderhouden en beheren;
- 2° het nodige personeel aanwerven binnen de grenzen van het kader en overeenkomstig de statutaire regels. Dit kader en deze regels worden vastgesteld door de Executieve.
- 3° bepaalde taken toevertrouwen aan diensten of aan natuurlijke of rechtspersonen die geen deel uitmaken van het Fonds.

§ 6. Onverminderd wat voorzien is bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten worden de verbintenissen aangegaan ten laste van het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Scholenbouw en van het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen gedragen door het bij dit decreet opgerichte Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Art. 9. Het personeel dat afkomstig is van het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen en dat werd overgedragen aan de Gemeenschap, wordt in dezelfde graden en dezelfde functies en met zijn huidig statuut opgenomen in het kader van het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

HOOFDSTUK IV. — *Schoolgebouwen van het gesubsidieerd vrij en officieel onderwijs*

Art. 10. § 1. Bij het Ministerie van Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Vorming wordt een Waarborgfonds voor Schoolgebouwen van de Gemeenschap opgericht. Het geniet rechtspersoonlijkheid en werkt onder de waarborg van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Zijn zetel wordt gevestigd op het grondgebied van het Gewest Brussel-Hoofdstad.

§ 3. Het is onderworpen aan de regels vastgesteld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, betreffende de in artikel 1, letter B bedoelde instellingen, alsook aan de regels die van toepassing zijn op de instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschap.

Art. 11. § 1. Het Waarborgfonds heeft als opdracht :

a) de terugbetaling van kapitaal, interesten en bijhorende onkosten te waarborgen van de leningen aangegaan met het oog op de financiering van de aankoop, de bouw, geschiktmakings-, moderniserings- en uitbreidingswerken, alsook de eerste uitrusting van gebouwen bestemd voor de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, psycho-medisch-sociale centra of internaten;

b) voor dezelfde leningen een rentetolage te verlenen gelijk aan het verschil tussen 1,25 % en de rentevoet die voor deze leningen betaald moet worden, zonder dat deze rentevoet de normale rentevoet op de kapitaalmarkt, zoals die voor gelijkaardige verrichtingen door de openbare kredietinstellingen wordt toegepast, mag overschrijden. De toelage wordt rechtstreeks aan de financiële instelling betaald.

§ 2. In afwijking van § 1, b, kan de Executieve van de Franse Gemeenschap jaarlijks en uiterlijk op 15 september voor het gewoon secundair onderwijs en het hoger onderwijs :

a) ofwel de in § 1, b vastgestelde grens van 1,25 % verhogen;

b) ofwel het aandeel van de toegepaste rente vastleggen dat ten laste is van de inrichtende macht, zonder dat dit één vierde van de normale rentevoet op de kapitaalmarkt mag overschrijden.

De toepassing van a of b mag niet tot gevolg hebben dat de rente ten laste van de inrichtende macht minder dan 1,25 % zou bedragen.

§ 3. De inrichtende machten van de gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen die een toelage ontvangen van het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs kunnen de in § 1 bepaalde voordelen genieten voor het niet door de toelage gedekte deel van het subsidieerbaar bedrag.

Wanneer de werkelijke uitgave minder bedraagt dan het subsidieerbaar bedrag, worden deze voordelen slechts toegekend ten belope van het verschil tussen de werkelijke uitgave en de toelage.

§ 4. Het maximumbedrag van de leningen die kunnen gewaarborgd worden voor het vrij net bedraagt 1 180 miljoen in 1990 en 1 000 miljoen voor elk van de jaren 1991, 1992, 1993 en 1994;

voor het provinciaal en gemeentelijk net bedraagt dit 120 miljoen voor elk van de jaren 1990, 1991, 1992, 1993 en 1994.

Indien in de loop van een dienstjaar deze maximumbedragen niet worden bereikt, worden de verschillen overgedragen naar de volgende jaren voor elk betrokken onderwijsnet.

§ 5. De leningen moeten door de inrichtende macht worden aangegaan bij één van de daartoe door de Executieve erkende financiële instellingen.

§ 6. Een inrichtende macht mag slechts beroep doen op het Waarborgfonds voor een onroerend goed waarvan zij de eigenaar is of waarop zij een zakelijk recht bezit dat haar het genot van het goed verzekert gedurende ten minste dertig jaar, en voor zover bepaald wordt dat bij het verstrijken van dit zakelijk recht dat ten minste met tien jaar de duur van de lening moet overschrijden, de huidige waarde van de opgerichte gebouwen of de meerwaarde die voortspruit uit de aan de gebouwen aangebrachte verbouwingen zal worden terugbetaald aan de houder van het zakelijk recht die tot bij de terugbetaling het recht van terughouding heeft.

Dit zakelijk recht zal slechts vervreemd of met zakelijke rechten bezwaard mogen worden met de instemming van de raad van beheer van het Waarborgfonds.

§ 7. De leningen zijn terugbetaalbaar met constante annuïteiten vanaf het einde van het eerste jaar en de duur van de aflossing mag niet meer dan veertig jaar bedragen.

§ 8. Indien een beroep wordt gedaan op de waarborg van de Gemeenschap kan deze zich laten terugbetalen op een artikel opgericht door de bijzondere sectie van de begroting Onderwijs, Onderzoek en Vorming, d.m.v. onderstaande verrichtingen, in de volgorde waarin zij aangegeven zijn :

- a) afhouding op de werkingstoelagen verschuldigd aan de onderwijsinrichting die in het gebouw is gehuisvest;
- b) afhouding op de werkingstoelagen verschuldigd aan andere onderwijsinrichtingen die van dezelfde inrichtende macht afhangen;
- c) invordering door het Bestuur van Registratie en Domeinen op het patrimonium van de inrichtende macht.

Art. 12. § 1. Het Waarborgfonds wordt bestuurd door een Raad van Beheer samengesteld uit 18 leden die door de Executieve van de Franse Gemeenschap benoemd zijn voor een mandaat van 6 jaar dat hernieuwbaar is :

- a) vier leden vertegenwoordigen de leden van de Executieve die bevoegd zijn inzake onderwijs;
- b) twee leden vertegenwoordigen de leden van de Executieve die bevoegd zijn inzake financiën en begroting;
- c) zes leden vertegenwoordigen het gesubsidieerd vrij onderwijs;
- d) zes leden vertegenwoordigen het gesubsidieerd officieel onderwijs.

§ 2. De Raad van Beheer kiest onder zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter.

§ 3. In de Raad van Beheer wordt een Bestendig Comité opgericht dat bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en vier leden, die zodanig worden gekozen dat elk van de in § 1 bedoelde groepen a, b en c erin vertegenwoordigd is.

§ 4. Het secretariaat van de Raad van Beheer en van het Bestendig Comité wordt verzekerd door de ambtenaar die het Waarborgfonds leidt.

§ 5. De Raad van Beheer bezit alle bestuurs- en beslissingsbevoegdheden om de opdracht van het Waarborgfonds uit te voeren.

Hij kan onder meer overeenkomsten aangaan en in rechte optreden als eiser als verweerder.

Hij beslist over alle verrichtingen, bepaalt de voorwaarden waaronder ze geschieden overeenkomstig bij besluit van de Executieve vastgestelde normen en stelt het huishoudelijk reglement vast.

Dit reglement bepaalt onder meer :

- a) welke akten gewaarmerkt moeten worden door de voorzitter, de ondervoorzitter of een lid van de Raad van Beheer, ofwel door een andere persoon door de Raad afgevaardigd;
- b) binnen welke grenzen en op welke wijze sommige bevoegdheden van de Raad van Beheer kunnen worden overgedragen aan het Bestendig Comité, aan de leidende ambtenaar of aan andere personeelsleden;
- c) de wijze waarop hij zijn bevoegdheden uitoefent.

Dit reglement wordt ter goedkeuring aan de Executieve van de Franse Gemeenschap voorgelegd.

§ 6. De Executieve bepaalt het bedrag van de vergoedingen die aan de leden van de Raad van Beheer en van het Bestendig Comité mogen worden uitgekeerd.

Zij stelt het bedrag vast van de vergoeding voor reis- en verblijfkosten.

§ 7. De leidende ambtenaar van het Waarborgfonds die de graad van Inspecteur-Generaal heeft, wordt benoemd door de Executieve van de Franse Gemeenschap op voordracht van de Raad van Beheer; hij voert de beslissingen van deze Raad uit.

Het personeel van het Nationaal Waarborgfonds overgedragen aan de Gemeenschap bij koninklijk besluit van 31 juli 1989 wordt in dezelfde graden en functies en met zijn huidig statuut overgedragen aan het Fonds van de Gemeenschap opgericht bij dit besluit, met uitzondering van de titularis van de graad van directeur-generaal die in zijn graad en functie wordt overgedragen aan het Ministerie van Opvoeding, Onderzoek en Vorming. De administratieve en geldelijke anciënniteiten die betrokkene verworven heeft bij het Nationaal Waarborgfonds worden beschouwd als zijnde verworven binnen de diensten van de Executieve.

§ 8. De leidende ambtenaar vertegenwoordigt het Waarborgfonds in openbare en in onderhandse akten. De rechtsvorderingen worden op zijn benaerstiging ingeleid en vervolgd. Hij kan, met de instemming van de Raad van Beheer, zijn bevoegdheden overdragen voor welbepaalde handelingen.

§ 9. De in artikel 9 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut voorziene controle wordt uitgeoefend door twee door de Executieve benoemde commissarissen, de ene op voordracht van het lid of de leden van de Executieve die bevoegd is of zijn inzake onderwijs, de andere op voordracht van het lid of de leden van de Executieve die bevoegd is of zijn inzake financiën en begroting.

Art. 13. § 1. De ontvangsten van het Waarborgfonds bestaan uit :

- a) het overschot van de kredieten ter beschikking gesteld van het Nationaal Waarborgfonds voor Schoolgebouwen wat de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap betreft;
- b) de kredieten jaarlijks ingeschreven op de begroting van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;
- c) de schenkingen en legaten;
- d) de opbrengst van de vervreemding of de overdracht van onroerende goederen verworven met de hierboven vermelde ontvangsten, alsook alle ontvangsten van welke aard ook voortkomend uit deze onroerende goederen.

§ 2. De onder § 1 bedoelde inkomsten worden ter beschikking gesteld van het Waarborgfonds van de Gemeenschap op een rekening geopend bij een daartoe door de Executieve aangeduide instelling; het tijdens een dienstjaar niet aangewende saldo van deze verschillende inkomsten blijft op deze rekening staan met dezelfde bestemming.

HOOFDSTUK V. — Overgangs-, ophettings- en slotbepalingen

Art. 14. Zolang de Executieve geen andere beslissingen genomen heeft, blijven de koninklijke en ministeriële besluiten betreffende de schoolgebouwen, genomen krachtens de wet van 29 mei 1959, van toepassing in het kader van dit decreet.

Art. 15. In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, wordt Hoofdstuk II — Schoolgebouwen — omvattende de artikels 13 tot 22ter, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1973 en 4 augustus 1989, bij het koninklijk besluit nr. 411 van 25 april 1988 en het koninklijk besluit nr. 459 van 10 september 1986 en bij de wet van 1 augustus 1988, afgeschaft.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1990.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 februari 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en van Volksgezondheid,

F. GUILLAUME

ANDERE BESLUITEN

DIENTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN DIENSTEN VAN DE EXECUTIEVE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

Nationale Orden

Leopoldsorde

Bij koninklijk besluit van 15 september 1989 :

Wordt bevorderd tot officier in de Leopoldsorde :

de heer De Hens, Georges, architect, met uitwerking op 8 april 1986.

Worden benoemd tot officier in de Leopoldsorde :

Mevr. Martin, Françoise, Aimée, kunstschilder, met uitwerking op 8 april 1989;

de heer Pechere, René, leraar en landschapsarchitect, met uitwerking op 8 april 1988.

Worden benoemd tot ridder in de Leopoldsorde :

de heer Degens, Charles, Michel, alias « Dodol », Waalse en Franse auteur, met uitwerking op 8 april 1980;

de heer Quinot, Raymond, dichter en secretaris-generaal van de « Pen Club international », met uitwerking op 8 april 1988.

Kroonorde

Bij koninklijk besluit van 15 september 1989 :

Wordt bevorderd tot officier in de Kroonorde :

de heer Hastir, Marcel, kunstschilder, met uitwerking op 8 april 1984.

Worden benoemd tot officier in de Kroonorde :

de heer De Munter-Delescluze, Edmond, alias « Delescluze, Edmond », kunstschilder, graveur en pottenbakker, met uitwerking op 8 april 1979;

Mevr. Lacroix, Margaretha, alias « Lacroix, Marguerite », kunstschilder, met uitwerking op 8 april 1984.

Worden benoemd tot ridder in de Kroonorde :

Mevr. De Busschere, Marie-Paule, alias « Marie-Paule Thierry », dichter, romanschrijfster, secretaris-generaal van de « Association royale des écrivains wallons », met uitwerking op 15 november 1985;

de heer Duterme, Jacques, bestuursdirecteur van het O.C.M.W. te Namen, met uitwerking op 8 april 1988;

de heer Gallee, Hector, zakenbeheerder, ondervoorzitter en voorzitter van de « Koninklijke Belgische Wielrijdersbond », met uitwerking op 15 november 1983;

Mevr. Mathot, Joséphine, echtgenote Spinosa, schrijfster en culturele animator, met uitwerking op 15 november 1988;

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET SERVICES DE L'EXECUTIF DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Ordres nationaux

Ordre de Léopold

Par arrêté royal du 15 septembre 1989 :

Est promu officier de l'Ordre de Léopold :

M. De Hens, Georges, architecte, avec effet au 8 avril 1986.

Sont nommés officier de l'Ordre de Léopold :

Mme Martin, Françoise, Aimée, artiste peintre, avec effet au 8 avril 1989;

M. Pechere, René, professeur et architecte paysagiste, avec effet au 8 avril 1988.

Sont nommés chevalier de l'Ordre de Léopold :

M. Degens, Charles, Michel, dit « Dodol », auteur wallon et français, avec effet au 8 avril 1980;

M. Quinot, Raymond, poète et secrétaire général du Pen Club international, avec effet au 8 avril 1988.

Ordre de la Couronne

Par arrêté royal du 15 septembre 1989 :

Est promu officier de l'Ordre de la Couronne :

M. Hastir, Marcel, artiste peintre, avec effet au 8 avril 1984.

Sont nommés officier de l'Ordre de la Couronne :

M. De Munter-Delescluze, Edmond, dit « Delescluze, Edmond », artiste peintre, graveur et céramiste, avec effet au 8 avril 1979;

Mme Lacroix, Margaretha, dite « Lacroix, Marguerite », artiste peintre, avec effet au 8 avril 1984.

Sont nommés chevalier de l'Ordre de la Couronne :

Mme De Busschere, Marie-Paule, dite « Marie-Paule Thierry », poète, romancière, secrétaire générale de l'Association royale des écrivains wallons, avec effet au 15 novembre 1985;

M. Duterme, Jacques, directeur administratif au C.P.A.S. de Namur, avec effet au 8 avril 1988;

M. Gallee, Hector, administrateur de sociétés, vice-président et président de la « Royale Ligue Vélocipédique Belge », avec effet au 15 novembre 1983;

Mme Mathot, Joséphine, épouse Spinosa, écrivain et animatrice culturelle, avec effet au 15 novembre 1988;